

PREFECTURE DU NORD

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

REGION NORD - PAS DE CALAIS

PROTECTION DES EAUX SOUTERRAINES

Autorisation pour l'exécution et l'exploitation d'un forage pour le captage
d'eaux souterraines à HORDAIN

LE PREFET DE LA REGION NORD - PAS DE CALAIS
PREFET DU NORD
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

N°Enreg.: H7970

Vu la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau,

Vu le décret n° 93-742 du 29 Mars 1993 relatif aux
procédures d'autorisation et de déclaration prévues par
l'article 10 de la loi précitée,

Vu le décret n° 93-743 du 29 Mars 1993 relatif à
la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à
déclaration en application de l'article 10 de la loi
précitée,

Vu le décret n° 92-1041 du 24 Septembre 1992
portant application de l'article 9 (1°) de la loi précitée
relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des
usages de l'eau,

Vu le décret n° 92-1042 du 24 Septembre 1992
portant application de l'article 5 de la loi précitée et
relatif aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux,

Vu les articles 6, 8 et 9 du décret n° 73-219 du
23 Février 1973,

Vu la demande du 25 Octobre 1993 par laquelle la
société SEVELNORD, B.P. 10 à BOUCHAIN, sollicite l'autorisa-
tion d'exécuter et exploiter un forage de captage d'eaux
souterraines sur le territoire de la commune de HORDAIN,

Vu les pièces et plans produits à l'appui de cette
demande;

Vu l'Arrêté Préfectoral du 11 Février 1994
ordonnant l'ouverture d'une enquête publique du 14 au 28
Mars 1994 en Mairie de HORDAIN sur la demande précitée,

Vu les pièces attestant de l'observation des
mesures de publicité,

Vu les pièces et résultats de l'enquête réglementaire à laquelle a été soumise cette demande,

Vu l'avis favorable émis par le Commissaire Enquêteur le 30 Mars 1994,

Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Nord - Pas de Calais en date du 11 Mai 1994,

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 22 Juin 1994,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord,

A R R E T E

Article 1er

La société SEVELNORD, B.P. 10 à BOUCHAIN est autorisée, sous réserve des droits des tiers, à exécuter et à exploiter un forage dit F3 pour le captage d'eaux souterraines, sur le territoire de la commune de HORDAIN, dans l'enceinte de son usine.

Article 2

La société SEVELNORD fera exécuter un essai de débit de longue durée sur son forage pour pouvoir juger de l'impact à moyen terme du prélèvement sur la ressource en eau de la nappe de la craie au droit de l'usine.

Cet essai se fera sous la conduite d'un hydrogéologue qualifié, en fin de période d'étiage, et selon un programme soumis à l'approbation de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Nord - Pas de Calais.

Article 3

La société SEVELNORD fera établir et adressera, en deux exemplaires, à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Nord - Pas de Calais un dossier comprenant les documents suivants:

- un plan à grande échelle donnant l'implantation précise du ou des forages ainsi qu'éventuellement les forages conservés ou abandonnés environnants;
- une coupe géologique des terrains traversés établie par une personne qualifiée et indiquant en outre :
 - la cote de l'orifice rattachée au Nivellement Général de la France (NGF),

- les niveaux statiques des différentes nappes rencontrées éventuellement au cours du forage;

- une coupe technique du forage sur laquelle figureront :

- les caractéristiques du tubage,
- la position et la nature des bouchons annulaires isolant les eaux superficielles et éventuellement les différents niveaux aquifères,
- la position des crépines des pompes;

- un bulletin d'analyse chimique de l'eau extraite établi par un laboratoire officiel;

- un rapport sur les résultats de l'essai de débit de longue durée réalisé conformément aux dispositions de l'article 2.

Article 4

L'exploitation sera assurée de telle manière que le débit capté ne dépasse pas, pour l'ensemble des deux forages F2 et F3 :

- 150 m³/heure,
- 3600 m³/jour,
- 1314000 m³/an.

L'eau extraite sera utilisée exclusivement pour les besoins suivants : industriel.

Un compteur totaliseur des prélèvements effectués sera installé sur la conduite de refoulement du ou des forages en amont de tout piquage, et sera plombé par les soins de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Un relevé des indications de ce compteur sera effectué le premier mercredi de chaque mois. L'ensemble des relevés sera adressé annuellement à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Nord - Pas de Calais.

Article 5

Chaque forage sera équipé de telle sorte que la mesure des niveaux statique et dynamique de la nappe puisse y être faite.

Un relevé de ces niveaux sera effectué le premier mercredi de chaque mois. L'ensemble des relevés sera adressé annuellement à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Nord - Pas de Calais avec les conditions de prise de niveau.

Article 6

Pendant toute la durée de l'exploitation, la société SEVELNORD devra veiller au bon entretien du forage et de ses abords, de façon à rendre impossible toute

intercommunication entre niveaux aquifères différents ainsi que toute pollution des eaux souterraines.

En cas d'abandon des travaux de forage, d'arrêt accidentel de l'exploitation ou d'incidents susceptibles de favoriser l'intercommunication de niveaux aquifères différents ou la pollution des eaux souterraines, la société SEVELNORD ou toute personne qui en a connaissance devra en aviser aussitôt le Maire de HORDAIN et en informer Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Nord - Pas de Calais par la voie la plus rapide. Le pétitionnaire devra confirmer l'évènement par lettre recommandée.

La société SEVELNORD se conformera, sous le contrôle de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à toutes les mesures qui lui seront prescrites pour obturer éventuellement le forage et faire obstacle aux inconvénients précités.

Faute par la société SEVELNORD de s'y conformer, il y sera pourvu d'office, conformément aux dispositions des articles 18 et 27 de la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau.

Toute personne intervenue matériellement ou financièrement au lieu et place du pétitionnaire a droit au remboursement par ce dernier des frais exposés par elle, conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi ci-dessus citée.

Article 7

En cas de cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée à l'article 5 ci-dessus, l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire, devra en faire déclaration à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Nord - Pas de Calais dans le délai d'un mois après la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation.

Article 8

Des mesures de limitation des débits accordés pourront être prescrites à toutes époques et en tant que de besoin, si la protection des éléments mentionnés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée les rend nécessaires, ou afin d'assurer la conservation des nappes en fonction des résultats d'une éventuelle étude globale qui pourrait être menée sur leurs ressources ou pour répondre à des mesures de répartition de la ressource découlant de la mise en place d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux tel que prévu par le décret 92-1042 du 24 Septembre 1992 susvisé.

Par ailleurs des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau pourront être également prescrites à toutes époques et en tant que de

besoin, afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénuries, conformément aux dispositions du décret n° 92-1041 du 24 Septembre 1992 susvisé.

Article 9

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et une copie déposée à la mairie de HORDAIN pour y être consultée par le public.

Un extrait du présent arrêté énumérant les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage est soumis sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie de HORDAIN. A l'expiration de ce délai, Monsieur le Maire de HORDAIN dressera procès-verbal de cette formalité et l'adressera à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Nord - Pas de Calais.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département ou les départements intéressés. Les frais de publication sont à la charge du pétitionnaire.

Article 10

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Nord - Pas de Calais sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera notifié à :

- La société SEVELNORD, B.P. 10 - 59111 BOUCHAIN.

et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Sous-Préfet de VALENCIENNES.

- Le Conseil Municipal de HORDAIN.

- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement à LILLE.

- Monsieur le Directeur Régional de la Navigation du Nord - Pas de Calais à LILLE.

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement.

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.

- Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie à DOUAI.

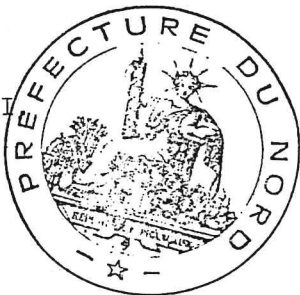
- Monsieur le Directeur du Bureau de Recherches
Géologiques et Minières à LEZENNES.

Fait à LILLE, le 15 SEPTEMBRE 1994.

Pour ampliation
Le Chef de Bureau,

LE PREFET
P/LE PREFET,
Le SECRETAIRE GENERAL Adjoint,

B. MOROSINI



Philippe BOETON.